

## Burundi : la société civile exige l'arrestation de quatre gradés de la police

@rib News, 09/12/2009 â€“ Source AFPLa société civile du Burundi a exigé l'arrestation de quatre hauts gradés de la police du pays, "soupçonnés d'avoir joué un rôle dans l'assassinat il y a huit mois d'un activiste anticorruption, au cours d'une conférence de presse."Aujourd'hui, il y a neuf personnes incarcérées dans l'enquête sur l'assassinat du vice-président de l'OLUCOME, Ernest Manirumva, dont quatre petits policiers, deux (ex-combattants) démobilisés", a annoncé Pierre Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (APRODEH).

"Ce sont uniquement de petits poissons qui sont en prison, il y a aussi quatre gros poissons, des hauts responsables de la police qui sont soupçonnés d'avoir une part de responsabilité dans ce meurtre, mais ils ne sont pas inquiétés", a-t-il accusé."La Commission d'enquête sur l'affaire Manirumva connaît les noms de ces officiers de haut rang. (...) Nous demandons qu'ils soient arrêtés eux aussi et interrogés car nous ne comprenons pas pourquoi elle pratique le deux poids deux mesures", a-t-il lancé, en menaçant de "révéler très bientôt ces noms, si rien n'est fait rapidement".Aucun responsable burundais ne voulait commenter l'affaire mercredi après-midi.Les quatre hauts gradés de la police seraient un officier général et trois colonels, selon des activistes burundais.La police avait promis de publier les résultats de ses investigations au plus tard le 22 mai. Depuis, trois commissions d'enquête se sont succédées."La société civile conteste la lenteur avec laquelle la troisième commission travaille (...) des gens sont arrêtés et emprisonnés et ils passent un ou deux mois sans avoir subi aucun interrogatoire", a déploré M. Mbonimpa.Le vice-président de l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME) Ernest Manirumva a été tué à coups de couteau dans la nuit du 8 au 9 avril par des inconnus qui avaient emporté des documents.Son association avait révélé plusieurs affaires dont la vente illicite d'un avion présidentiel en 2006 ou encore une affaire de double facturation de produits pétroliers qui avaient conduit au limogeage d'un ministre des Finances, à l'exil d'un second et à l'emprisonnement du patron de la Banque centrale.En octobre, plus de 360 associations de la société civile burundaise, fortement mobilisées pour dans le cadre de la campagne "justice pour Ernest Manirumva", avaient menacé de révéler publiquement ce qu'ils savent sur son assassinat, faute d'avancée dans l'enquête.